



URGENCE SOCIALE

URGENCE SALARIALE

PROFESSIONNEL·LES DU SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL, PRIVÉ/PUBLIC, EN GRÈVE LE 4 AVRIL !

Salarié·es des services administratifs, techniques, des métiers de l'accompagnement, éducatif, thérapeutique ou logistiques, secteur à prédominance féminine : notre profession ne fait pas que manquer d'attractivité ! Elle crève à petit feu, par les manques et les carences, loin de répondre aux besoins des salarié·s et des usager·es.

Le secteur social et médico-social privé et public vit une crise sans précédent. On décompte chaque année environ 50 000 postes vacants, 150 000 départs à la retraite sont prévus d'ici 2025. Les métiers toujours moins attractifs se sont généralisés à toutes les catégories professionnelles. Aucune d'entre elles n'est aujourd'hui épargnée. En parallèle, les moyens alloués à la solidarité, les droits pour les personnes les plus précarisées se réduisent drastiquement (France Travail et sa chasse aux chômeurs, inflation subie, loi immigration - loi exclusion...).

Lors de la conférence salariale du 28 février 2024, une nouvelle cure d'austérité a été annoncée. Première attaque, 10 milliards « d'économie » tout secteur confondu. Pour le secteur sanitaire et de l'action sociale à mission de service public, c'est plus de 1 milliard en moins ! Dans le même temps, le syndicat patronal confédéré Axess, appuyé par le gouvernement impose son chantage de destruction de nos conventions collectives, avec leur méthode de négociation à marche forcée, pour la mise en place d'une convention collective unique de bas niveau.

L'intersyndicale dénonce la volonté de nos employeurs de vouloir imposer un salaire au mérite et individualisé dans le privé, à l'image de ce que le gouvernement a déjà commencé dans le public. Salaire à la tâche, tarification à l'acte par Séraphin-PH, évaluation de chaque salarié, quel beau projet ! C'est cela le cœur de notre métier ? Quel est le sens prôné ? Est-ce le nôtre ?

Dans cette histoire de négociation, il ne faut pas s'y tromper, la mise en place d'une convention unique de bas niveau a pour objectif de toujours plus asservir les travailleur·ses. « Si vous voulez gagner plus, il faudra obéir plus. » Elle prend place dans une stratégie plus large de marchandisation du secteur : nous l'avons bien compris, nous ne sommes plus que des variables d'ajustement pour ce gouvernement et nos organisations patronales, totalement déconnectés du terrain professionnel, de la vie de plus en plus précarisée de ces anciennes et anciens premiers de corvée.

Organisations de travail complètement désorganisées ou déstructurées, transformation de l'offre sociale et médico-sociale territoriale qui produit bien trop d'usine à gaz, Il y a urgence à l'augmentation des salaires et mettre un stop à la dégradation de nos conditions de travail, à la casse annoncée de nos conventions collectives qui reconnaissent encore les diplômes, l'ancienneté et garantissent des congés supplémentaires. Mais plus pour longtemps si nous baissons les bras !

NOUS REVENDIQUONS :

- ▶ Des augmentations de salaires immédiate, des valeurs de point, des grilles indiciaires à minima à hauteur de l'inflation pour rattraper ces longues années de gel de point (évolution de la valeur du point de 16% en 23 ans alors que le SMIC a augmenté de 81 % sur la période)
- ▶ Le Ségur/Laforcade pour tou·tes, 183€ nets - 238 € Brut socialisé - par mois aux travailleurs et travailleuses toujours exclu·es, et cela sans aucune contrepartie.
- ▶ Des moyens financiers et humains à hauteur des besoins de la population et du fonctionnement de nos structures, pour améliorer nos conditions de travail, d'accueil et d'accompagnement
- ▶ Des moyens à la hauteur pour la formation des étudiant·es en travail social et des salarié·es en poste
- ▶ Non au salaire individualisé sur critère subjectif ainsi qu'à la tarification à l'acte.

4 AVRIL EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION !
11H SOUS-PRÉFECTURE DE BAYONNE